

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 23 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KERAGLASS**

Rue Saint-Laurent  
77167 Bagneaux-sur-Loing

Références : E/26-0545  
N°HELIOS : 63327

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement KERAGLASS implanté Rue Saint-Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERAGLASS
- Rue Saint-Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing
- Code AIOT : 0006500049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

KERAGLASS, société amont d'EuroKera, fabrique du verre vitrocéramique pour les grands groupes de l'électroménager et les fabricants de cheminées et de poêles de chauffage.

La société KERAGLASS est née de la filiation en 1992 entre CORNING et SAINT GOBAIN VITRAGE.

L'activité du site KERAGLASS, situé à 75 km au sud-est de Paris à Bagneaux-sur-Loing, s'insère dans la première étape de la fabrication des plaques vitrocéramiques : la fusion du verre et la production de plaques brutes.

Les activités réalisées sur site s'inscrivent dans la liste de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La caractérisation de ces activités confère à l'établissement de Bagneaux-sur-Loing, le statut d'établissement SEVESO Seuil Haut (arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/053 du 04 novembre 2016) pour les rubriques suivantes (en cours de cessation) :

- 4707 : Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et/ou ses sels.
- 4708 : Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénique et/ou ses sels.

En raison de son classement "Seveso seuil haut", le site est soumis de fait à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Par ailleurs, en raison de son activité, le site est également soumis à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale. Il relève de la directive IED pour son activité de fabrication de verre au titre de la rubrique 3330.

En 2024, l'établissement KERAGLASS a été autorisé à démarrer une nouvelle activité de traitement de surface par voie chimique pour la fabrication d'une nouvelle gamme de plaque de cuisson. Cette activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n°2024-29/DCSE/BPE/IC du 16 juillet 2024.

Enfin, l'établissement KERAGLASS fait l'objet d'un PPRT approuvé par arrêté préfectoral n° 10 DCSEIC 174 du 10 août 2010 et par arrêté préfectoral DCSE/IC N° 2018/40 du 5 juin 2018. Ce PPRT a été complété par l'arrêté préfectoral n°2024-30/DCSE/BPE/IC du 16 juillet 2024 fixant le périmètre et les servitudes d'utilité publique instituées autour du site industriel suite à la nouvelle activité de traitement de surface.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suite inspection du 18/05/2022	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours
2	Suite inspection du 18/05/2022	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 8.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Documents à transmettre et contrôles à effectuer	Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, article 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Procédures concourant à la maîtrise des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	risques – mise en œuvre				
7	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article 4.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
12	Dispositions spécifiques à l'activité de traitement de surface des feuilles	AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 9	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
14	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 2.4	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, articles 8.1.3 et 8.6.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne (P.O.I)	Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, article 8.12.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 56		
11	Ressource en eau et mousse	AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Dispositions spécifiques à l'activité de traitement de surface des feuilles	AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 janvier 2026 visait à faire le point sur les constats des précédentes visites d'inspections sur la thématique risques accidentels.

Suite aux réponses de l'exploitant, une grande partie de ces constats ont pu être levés avant l'inspection. Ces constats n'apparaissent pas dans le présent rapport.

Parmi les constats abordés lors de l'inspection du 29 janvier 2026, certains ont été remplacés par de nouvelles demandes.

Par ailleurs, l'inspection a mis en évidence la survenue de deux incidents sur le site en septembre et novembre 2025 sans que l'inspection des installations classées n'en ait été informée. Il est attendu de l'exploitant la transmission d'un rapport relatif à chacun de ces incidents comportant une analyse des causes et détaillant les mesures prises afin que de tels incidents ne se reproduisent plus. Il est également demandé à l'exploitant d'alerter sans délai les autorités en cas de déclenchement de son POI (Plan d'opération interne).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection du 18/05/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Liste des équipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>6.III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la</p>

prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

#### **Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 11 décembre 2023 :

**Non-conformité n°20231211-1:** L'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries qui précise, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique, contrairement aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Cette liste doit notamment intégrer les systèmes frigorifiques soumis au suivi en service selon l'arrêté ministériel susvisé.

**Observation n°20231211-1:** L'exploitant transmettra les justificatifs de l'inertage de la canalisation 80 GN F11 0005 et des 23 canalisations associées au four 11 pour lesquelles il manquait des informations.

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant présente le fichier « Liste suivi ESP » sur lequel sont répertoriées les spécificités des équipements sous pression hors groupes froids (ballons, compresseurs, sécheurs, filtres). Ce fichier indique, pour chaque équipement, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Toutefois, le fichier ne précise ni le type d'équipement (onglet « OXY », « GAZ »), ni son régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection, pour les tuyauteries : référence aux plans de contrôles). Les dates des inspections ne sont pas à jour. A noter, par ailleurs, que pour l'onglet « AIR+FILTRE », la colonne U fait référence à un "Registre d'entretien" qui n'est ni un aménagement, ni un cahier technique professionnel (CTP). La colonne Y n'a pas de titre.

Par échantillonnage, l'inspection a constaté que les dates des inspections périodiques des ballons B11 à B14 étaient dépassées (26 novembre 2025).

L'exploitant a également présenté un autre fichier dans lequel sont répertoriés 24 groupes froids soumis à la réglementation des équipements sous pression. La personne en charge de ces équipements indique avoir des difficultés à retrouver l'historique de ces équipements au sein des archives de l'établissement Keraglass. Aussi, il indique qu'une vérification de 20 groupes froids relevant de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 sera réalisée courant 2026 (2 groupes froids ont été vérifiés en 2025 et les 2 derniers groupes froids étant récents, ceux-ci sont à jour de leur vérification réglementaire). La majorité des groupes froids du site sont donc en retard de contrôles.

Post-inspection, l'exploitant a transmis la liste de l'ensemble des ESP répertoriés sur le site. Cette liste est dédiée aux ESP des groupes froids et ne mentionne pas explicitement le type de chaque équipement. La colonne « Régime de surveillance » n'est pas correctement renseignée, cette colonne doit mentionner l'AM du 20/11/2017 ou le CTP du 23/07/2020 relatif aux systèmes frigorifiques.

→ La non-conformité n° 20231211-1 de l'inspection du 11/12/2023 n'est pas close et est remplacée par la suite n°20260129-1 suivante. Le site fera prochainement l'objet d'une Visite de Surveillance du Parc des équipements sous pression par l'Inspection afin de contrôler, de manière approfondie, le respect des dispositions prévues par l'arrêté du 20/11/2017 susvisé.

L'exploitant indique que l'inertage de la canalisation 80 GN F11 0005 a été réalisé et tracé via un courrier électronique du responsable fluide, qui a été transmis à l'inspection. L'exploitant complète que la procédure « Attrempage et Désattrempage d'un four » a été mise à jour fin 2025 et intègre désormais un point sur l'inertage. Il en est de même pour la check-list.

Selon l'exploitant, il n'y a pas eu d'inertage réalisé sur le site de Bagneaux-sur-Loing depuis 2023. En outre, d'après l'exploitant il n'est pas possible de vérifier visuellement sur site l'inertage d'une tuyauterie.

→ L'observation n°20231211-1 de l'inspection du 11/12/2023 est levée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-1 :** L'exploitant doit tenir à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries conforme à l'article 6. III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (reprise du constat n°1 de l'inspection du 11/12/2023).

Il transmettra en outre un échéancier portant sur la vérification de l'ensemble des équipements sous pression de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 :** Suite inspection du 18/05/2022

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 8.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux- Permis de feu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

Le permis doit rappeler notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de travail,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement ne peuvent intervenir pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant doit s'assurer :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

—

## **Procédure QSE/P-05/M-05 indice 1**

### **5.1 Audit**

Des audits internes sont réalisés afin d'assurer que les permis de feu sont mis en œuvre conformément aux règles établies dans la présente procédure.

Ces audits portent sur :

- La connaissance des règles de sécurité par les personnels concernés
- L'utilisation et le remplissage des documents listés dans la présente procédure

### **Constats :**

En salle, l'exploitant présente la procédure QSE/P05/M05 indice 2, indiquant que celle-ci n'a pas été modifiée depuis l'inspection du 11/12/2023. Il explique que les Agents de Prévention et de Sécurité (APS), prestataires externes en charge de la sécurité du site, vérifient en premier le remplissage correct des permis feu. En effet, ce sont les APS qui signent les permis feu pour le compte de KERAGLASS. Un second contrôle est ensuite réalisé par le technicien EHS du site lors de l'enregistrement informatique de ces permis feu.

Le technicien EHS explique qu'un rappel oral est réalisé en cas de besoin lors des points



hebdomadaires avec les APS. Cependant, ce rappel n'est pas tracé. Le technicien EHS indique que malgré l'absence d'audit formel des permis feux, celui-ci a constaté une amélioration dans le remplissage de ces permis.

→ L'observation n°20231112-2 de l'inspection du 11/12/2023 est maintenue.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°20231211-2:**

L'exploitant corrigera sa procédure QSE/P-05/M-05 indice 2 pour préciser la réalisation d'audits mensuels. L'exploitant doit justifier de la bonne réalisation d'audits mensuels « permis de feu » au premier semestre 2024.

L'exploitant s'engage à transmettre la synthèse des audits « permis de feu » réalisés au premier semestre 2024 ainsi que le/les plans d'actions qui en découlent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, articles 8.1.3 et 8.6.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques (MMR) et Éléments importants pour la sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

#### **Article 8.1.3 Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité**

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers (et éventuellement du dossier de sécurité), la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences.

Cette liste est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et régulièrement mise à jour.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

-----

#### **Article 8.6.2.3.1 Liste des mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

-----

#### **Article 8.6.2.3.2 Conception et contrôle des mesures de maîtrise des risques**

Les mesures de maîtrise des risques sont d'efficacité et de fiabilité éprouvée.

[...]

Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission, sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

-----  
**Article 8.6.2.3.3 Surveillance des performances des mesures de maîtrise des risques**

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 11 décembre 2023 :

L'Inspection relève une dérogation récurrente (tous les mois et depuis mai 2019 qui correspond à l'arrêt de production avec l'Arsenic (As) et au début des travaux de cessation de cette activité avec la dépollution/ démantèlement du réseau As) sur l'indisponibilité de la procédure de déchargement d'Acide Arsénique sur la rétention de la zone de déchargement des cases Arsenic.

La mesure compensatoire suivante a été mise en place : « protection du regard avec une plaque de néoprène + balisage ». Cette mesure a pu être vérifiée sur le terrain.

A souligner que cette mesure compensatoire ne permet pas le respect des dispositions de l'article 9.2.13 de l'arrêté Préfectoral du 07/11/2016 sur l'aire de déchargement des matières premières ([...] L'aire de déchargement des matières premières [...] forme une cuvette de rétention [...] qui résiste aux produits accidentellement retenus. [...]).

**Non-conformité n°20231211-2 : L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 9.2.13 de l'arrêté préfectoral du 04/11/2016 sur l'aire de déchargement des matières premières.**

**Non-conformité n°20231211-3 : L'exploitant n'assure pas, à tout instant, le bon fonctionnement des équipements identifiées comme barrières de sécurité dans son étude de dangers contrairement à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Il identifiera les dysfonctionnements ayant conduit à mettre en place une mesure non conforme aux prescriptions préfectorales et de renouveler depuis 2019 la dérogation sur la rétention de la zone de déchargement des cases arsenic et le non-respect de l'exigence fixée dans sa procédure sur la durée d'un mois. Par ailleurs, il se positionnera sur la possibilité de « clore » une dérogation d'un facteur EIPS sans que cette dernière n'ait été résolue (avec EIPS remis dans son état initial).**

**Il transmettra à l'inspection les résultats de cette investigation et les éventuelles mesures envisagées pour assurer en tout temps le fonctionnement de l'installation dans le niveau de sécurité prévu par l'étude de dangers.**

**L'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des dérogations en cours concernant les barrières de sécurité et le plan d'actions défini pour leur remise en état dans les meilleurs délais.**

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant présente la procédure COP/Ps/M-4001 indice 3 mise à jour le 05/12/2025 et dans laquelle figure la consigne de mettre en place une plaque de néoprène en cas d'utilisation d'arsenic. L'exploitant indique ne plus utiliser d'arsenic. Toutefois, comme cette substance apparaît toujours dans son classement ICPE, celui-ci a pris le parti de maintenir ses procédures à jour. Post-inspection, l'exploitant a transmis la procédure COP/Ps/M-4001 indice 3.

→ Sur la base de ces constats et de ceux mentionnés au point de constat n°6, **les non-conformités n°20231211-2 et n°20231211-3 de l'inspection du 11/12/2023 sont levées.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 :** Documents à transmettre et contrôles à effectuer

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>

**Prescription contrôlée :****Article 8.5.1 Foudre :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à la réglementation en vigueur.

Extrait du titre 11 « Documents à transmettre et contrôles à effectuer » :

<b>Article 8.5.1</b>	Vérification complète par un organisme compétent des dispositifs de protection contre la foudre	Tous les 2 ans	Au plus tard 6 mois après l'installation des dispositifs de protection puis tous les 2 ans
<b>Article 8.5.1</b>	Vérification visuelle par un organisme compétent des dispositifs de protection contre la foudre	Annuelle et en cas de coup de foudre	/ Dans le mois suivant le coup de foudre
<b>Article 8.5.1</b>	Remise en état des dispositifs de protection contre la foudre suite à une vérification visuelle	/	Dans le mois suivant la vérification

**Article 8.3.4 Installation électrique**

[...]

Un contrôle de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Article 9.X BÂTIMENT COMPOSITION N°1**

[...]

Une colonne sèche [ ...] du bâtiment Composition pour la lutte contre les incendies. Le bon état de fonctionnement de cette colonne fait l'objet de contrôles périodiques.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 11 décembre 2023 :

**Observation n°20231211-5 : L'exploitant transmettra à l'Inspection :**

- les deux derniers rapports de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre ;

- le dernier rapport de vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre ;
- les deux derniers rapports de contrôle de l'ensemble de l'installation électrique ;
- les deux derniers rapports de contrôle de la colonne sèche du bâtiment composition N°1 .

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques. Ces rapports n'ont pas appelé de remarque de la part de l'inspection.

L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification annuelle des 2 colonnes sèches Tour compo n° 1 et 2. La vérification a été faite le 30/12/2025. Les deux rapports ne mentionnent pas de non-conformité.

L'inspection a également consulté le dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre. Ce rapport en date du 16/06/2025 comporte 4 non-conformités.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si ces non-conformités ont été levées, ni l'échéance à laquelle elles le seront le cas échéant.

Enfin, post-inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification complète des installations de lutte contre la foudre en date du 16/06/2025. Il a également transmis le dernier rapport de vérification visuelle des installations de lutte contre la foudre en date du 27/12/2023. Ce dernier comporte 4 non-conformités nécessitant des remises en conformité.

-> L'observation n°20231211-5 n'est pas close et est remplacée par les suites n°20260129-2 et n°20260129-3 suivantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-2:** L'exploitant transmettra un échéancier pour la remise en conformité des équipements pour la lutte contre le risque de foudre concernant les non-conformités constatées dans les rapports du 16/06/2025 et du 27/12/2023. Il s'assurera à l'avenir de disposer d'un moyen plus robuste de suivi de ces non-conformités.

**Suite n°20260129-3:** L'exploitant transmettra le rapport de vérification complète des équipements permettant de lutter contre la foudre antérieur à celui du 16/06/2025. Enfin l'exploitant précisera la fréquence à laquelle il contrôle les dispositifs permettant de compter les coups de foudre au sein de son l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 5 : Plan d'Opération Interne (P.O.I)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2016, article 8.12.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>Article 8.12.4 PLAN D'OPÉRATION INTERNE</b> [...] Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés des dates retenues pour ces exercices. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser ces exercices avec les services d'incendie et de secours, à la demande de ces derniers. Le compte rendu accompagné, le cas échéant, d'un plan d'actions, lui est adressé.</p> <p><b>Article 8.12.4.1 Articulation du POI de KERAGLASS avec le POI de CORNING</b> [...] Une rencontre régulière a lieu entre les chefs d'établissements de KERAGLASS et CORNING ou leurs représentants chargés des plans d'urgence. Un exercice POI commun est organisé régulièrement.</p> <p><b>Article 8.12.4.2 Articulation du POI de KERAGLASS avec le POI d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)</b> [...] Une rencontre régulière a lieu entre les chefs d'établissements de KERAGLASS et ALFI ou leurs représentants chargés des plans d'urgence. Un exercice POI commun est organisé régulièrement.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 11 décembre 2023 :</u></p> <p><b>Non-conformité n°20231211-4 :</b> L'exploitant ne tient pas informé l'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours des dates retenues pour la réalisation des exercices POI, contrairement aux dispositions de l'article 8.12.4 de l'arrêté préfectoral du 07/11/2016.</p> <p><b>Non-conformité n°20231211-5 :</b> L'exploitant n'organise pas régulièrement d'exercice POI commun avec son voisin industriel Corning, contrairement aux dispositions de l'article 8.12.4.1 de l'arrêté préfectoral du 07/11/2016.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :</u></p> <p>L'exploitant indique que le planning des exercices POI n'a pas été communiqué à l'inspection des ICPE, ni au SDIS. Cependant, selon l'exploitant un exercice est prévu avec le SDIS en octobre 2026.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le planning des exercices POI prévus pour l'année 2026.</p>

→ La non-conformité n°20231211-4 de l'inspection du 11 décembre 2023 est levée. L'exploitant transmettra en outre ce planning au SDIS.

L'exploitant explique que, chaque année, un exercice POI est joué en commun en alternance avec Corning et Air Liquide. Le dernier exercice en date du 21 janvier 2025 a été joué en commun avec Air Liquide. À ce titre, l'inspection a consulté le rapport de cet exercice qui précisait entre autres un échéancier de réalisation des actions d'amélioration identifiées. Selon l'exploitant, les actions associées à cet échéancier ont été réalisées.

En mars 2026, l'exploitant prévoit de jouer un exercice POI en commun avec Corning.

→ La non-conformité n°20231211-5 de l'inspection du 11 décembre 2023 est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en œuvre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 10 octobre 2024 :

**Non-conformité n°20241010-3 :** Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la bonne mise en œuvre et du respect de la procédure de gestion des EIPS, notamment concernant les durées de dérogation et le remplissage exhaustif des formulaires de dérogation (notamment de la partie « intervention », lorsque celle-ci est réalisée en interne.

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant indique qu'il s'assure du respect de la durée de dérogation d'un mois sur les EIPS, notamment en vérifiant régulièrement les différentes échéances. En particulier, les formulaires de

dérogation des EIPS ouverts en fin de semaine sont portés à la connaissance de l'équipe de garde du week-end.

Selon l'exploitant, seul le technicien HSE s'assure du respect de la dérogation d'un mois sur les EIPS.

L'inspection consulte par sondage le formulaire de dérogation du 28/12/2025 lié à une maintenance préventive sur un capteur de HF. Le remplissage de ce formulaire n'appelle pas de remarque.

→ La non-conformité n°20241010-3 de l'inspection du 10 octobre 2024 est remplacée par la suite n°202601-29-4.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-4 :** L'exploitant réfléchira à rendre plus robuste sa gestion des dérogations des EIPS, en particulier en cas d'absence prolongée du technicien en charge du suivi de ces dérogations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Bassins de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/10/2016, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité du bassin et accord entre industriels

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...] Les bassins, conformes aux dispositions de l'Article 4.3.3., qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Le ou les bassins de confinement peuvent être communs à plusieurs entreprises présentes sur le site sous réserve qu'il existe un accord entre KERAGLASS et les autres industriels et que le bassin ou les bassins soient suffisamment équipés et dimensionnés.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 10 octobre 2024 :

**Non-conformité n°20241010-4 :** La gestion du bassin d'orage commun entre Keraglass et Corning ne fait pas l'objet d'un accord contractualisé entre les deux sociétés (reprise des constats des inspections du 02/10/2023 et du 25/10/2022).

**Observation n°20241010-2 :** La procédure de gestion du bassin d'orage commun doit être révisée



afin de prendre en compte, s'il y a bien lieu, la redirection des eaux polluées du bassin commun vers les 2 bassins d'orage de Keraglass (reprise du constat n°13 de l'inspection du 02/10/2023).

À ce titre, toutes les procédures liées à la gestion et l'utilisation des bassins d'orage doivent être mises à jour ou révisées avec le bon fonctionnement et les bons volumes des bassins (reprise du constat n°4 de l'inspection du 02/10/2023 pour les volumes).

La prochaine révision ou mise à jour de l'EDD devra prendre en compte les demandes formulées de l'Inspection.

L'exploitant doit s'assurer du bon dimensionnement du bassin commun notamment avec les besoins de Corning.

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

Par courrier électronique en date du 14/01/2026, l'exploitant a transmis la procédure commune Keraglass et Corning QSE/P-14/M-02 // 1 SECU 26 F de « gestion du bassin d'orage », indice 3.

→ La non-conformité n°20241010-04 de l'inspection du 10 octobre 2010 est levée.

Keraglass possède deux autres bassins pouvant être utilisés en cas de saturation ou d'impossibilité technique d'utiliser le bassin commun.

L'utilisation de ces bassins fait l'objet de la procédure QSE/P-14/M-22 « Gestion des bassins d'orage Keraglass » en cours de rédaction. L'exploitant explique que la procédure n'est pas encore finalisée car lors du test de renvoi des eaux vers les bassins Keraglass, un risque de débordement dans les caves avait été identifié.

→ L'observation n°20241010-2 de l'inspection du 10 octobre 2024 n'est pas close et est remplacée par la suite n°20260129-5.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-5:** Il appartient à l'exploitant de finaliser et de transmettre à l'inspection sa procédure de gestion des bassins d'orage Keraglass. Cette procédure intégrera le volume des différents bassins. (reprise du constat n°7 de l'inspection du 10/10/2024 et des constats n°4 et 13 de l'inspection du 02/10/2023).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 18 mars 2025 :

**Suite n°20250318-1 : L'exploitant transmettra à l'inspection sous 3 mois un calendrier détaillé de la finalisation de la procédure POI « black-out usine » et des documents associés. La finalisation des documents prendra en compte les remarques ci-dessus.**

**Une fois aboutis, ces documents seront également transmis à l'inspection.**

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

La dernière version du POI a été transmise en date du 14/06/2025. Celui-ci intègre le scénario « black-out », ainsi que les scénarios liés à l'atelier Onyka.

L'inspection constate qu'il reste quelques coquilles dans la dernière version du POI (ex: mention d'une cuve de fioul de 4m<sup>3</sup> au four 8 qui n'existe plus). Il est du ressort de l'exploitant de les corriger.

**→ La suite n°20250318-1 de l'inspection du 18 mars 2025 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 18 mars 2025 :

**Suite n°20250318-2 : L'exploitant transmettra à l'inspection sous 3 mois une copie du suivi des actions de l'exercice POI de 2023 et de la coupure réelle de 2024 sur Qualnet.**

**En cas d'actions présentant du retard, l'exploitant transmettra à l'inspection un calendrier détaillé de la finalisation de ces actions.**

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant a apporté les éléments de réponse aux demandes effectuées lors de l'inspection du 18/03/2025 par courrier électronique en date du 18/06/2025. Ceux-ci n'étaient pas satisfaisants.

L'exercice « black-out » prévu au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 n'a pas encore été joué. Cependant, un incident ayant entraîné un black-out réel de l'usine a eu lieu dans la nuit du 23 au 24 novembre 2025. Selon l'exploitant, cette rupture d'alimentation trouve son origine sur un transformateur situé au sein de l'établissement Corning (cf. Fiche de constat n°14).

Selon l'exploitant, les groupes électrogènes se sont mis en marche mais se sont coupés au bout d'un moment du fait d'un disjoncteur mal dimensionné. Il a été nécessaire de les remettre en marche manuellement. L'exploitant indique que, suite à cet incident, un plan d'action a été mis en place et entièrement réalisé.

→ La suite n°20250318-2 est remplacée par la suite n°20260129-6.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-6: L'exploitant transmettra le plan d'action avec les justificatifs de sa réalisation suite à l'incident black-out de la nuit du 23-24/11/25**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et test

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 18 mars 2025 :

**Suite n°20250318-3 :** Il appartient à l'exploitant de justifier sous 3 mois, pour les tests non réalisés lors de la maintenance externe des groupes électrogènes, les raisons pour lesquelles ces tests ne sont pas effectués.

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

Par courrier électronique en date du 18/06/2025, l'exploitant explique que les cases non renseignées sur les fiches de maintenance correspondent aux tâches non applicables sur ses installations. Il précise que le prestataire en charge des maintenances indiquera la mention NA lors des prochaines vérifications.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle électrique et mécanique des deux groupes électrogènes associés au four n°12. Il apparaît sur les rapports de septembre 2025 que les mentions NA ne sont pas indiquées.

→ La suite n°20250318-3 est remplacée par la suite n°20260129-7.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20260129-7:** il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'exhaustivité des maintenances réalisées sur ses groupes électrogènes. En particulier, il veillera à ce que la mention NA soit bien indiquée pour les tâches des fiches de maintenance non applicables sur ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Ressource en eau et mousse**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressource en eau et mousse

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 8.12.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/053 du 04 novembre 2016 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et

pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables. Ils respectent les distances suivantes :

- 200 mètres au plus de l'entrée principale du bâtiment de l'hydrant le plus proche par les chemins praticables,
- 200 mètres au maximum entre les deux hydrants par les voies de desserte,
- 5 mètres au plus du bord de la chaussée,
- 8 mètres minimum de toute façade.

L'établissement dispose d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 L minimum judicieusement répartis dans l'établissement à raison de 1 pour 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau. La nature des extincteurs est conforme à la règle R4 de l'APSAD (ou à référentiel équivalent, reconnu).

Des RIA, conformes à la règle R5 de l'APSAD (ou à un référentiel équivalent reconnu), sont répartis dans l'ensemble des bâtiments.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau-incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Le site dispose en commun avec la société CORNING de 2 surpresseurs incendie de 340 m<sup>3</sup>/h minimum chacun et une autonomie de 20 heures. Le premier est alimenté par le canal du Loing et le second par une réserve d'eau de capacité de 871 m<sup>3</sup> (861 m<sup>3</sup> utiles). En toute circonstance, un débit de 300 m<sup>3</sup>/h en simultané pendant deux heures doit être assuré par cinq hydrants. Le débit et la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100,

L'exploitant dispose d'une attestation faisant apparaître :

- la conformité aux normes NF EN 14339 avec NFS 61-211/CN et NF EN 14384 avec NFS 61-213/CN,
- le débit et la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100,
- le débit simultané délivré par le réseau d'adduction d'eau : celui-ci résulte de la somme des débits mesurés simultanément sur 5 appareils d'incendie de DN 100 avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par hydrant,
- la capacité du réseau à assurer le débit simultané de 300 m<sup>3</sup>/h pendant une durée de deux heures minimum.

L'exploitant transmet à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de

Secours - service risques industriels et DECI - 56 avenue de Corbeil BP 70109 - 77 001 MELUN CEDEX, une mesure de débit/pression individuelle, tous les deux ans (les années paires), de l'ensemble des poteaux incendie de l'établissement ainsi qu'une mesure de débit simultané réalisé sur 5 poteaux d'incendie privés.

**Constats :**

Constats relevés lors de l'inspection du 10 juillet 2025 :

**Suite n°20250710-3: L'exploitant transmettra le dernier rapport de mesure du débit et de la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant de DN 100.**

Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

Post-inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de mesure du débit et de la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant de DN 100. Ce dernier ne fait pas état de non-conformité.

**→ La suite n°20250710-3 de l'inspection du 10 juillet 2025 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Dispositions spécifiques à l'activité de traitement de surface des feuilles de verres**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déchargements, stockages et transfert

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Les produits mis en œuvre pour cet atelier sont exclusivement utilisés dans cet atelier.

Une procédure limite la hauteur de déchargement de la solution d'acide fluorhydrique à 70 %. Durant le déchargement, la circulation est bloquée et un périmètre de sécurité est établi.

Les cuves d'acide fluorhydrique (HF) sont dépourvues de vanne de fond, le dispositif de sortie se trouve en tête de container. En particulier pour la cuve de retour d'HF liquide, dimensionnée pour contenir la totalité du fluide de retour, est équipée d'une détection niveau haut qui déclenche l'arrêt des circuits de retour.

Les circuits de distribution d'HF liquide concentré (70%) sont protégés contre les agressions externes.

Une détection de fuite est disposée sur chaque point bas du réseau de transfert de la solution d'HF (pot de détection de fuite avec détection de présence de liquide).

Des détecteurs d'HF gazeux sont installés dans les zones C, D et E.

Le stockage est effectué dans des conditions physiques les moins contraignantes possibles (T,P). Les équipements en contact avec les solutions d'acide fluorhydrique sont en matières plastiques, à l'exception des containers d'acide fluorhydrique à 70 % qui sont en acier. Les équipements sont, par ailleurs, résistants à la chaleur pour ceux en contact avec l'acide fluorhydrique chauffé à 50°C. Une maintenance préventive est effectuée sur tous les équipements et pièces en contacts avec l'HF.

Le chauffage des bains est assuré par les épingles d'eau chaude thermorégulées (pas d'équipements électriques). La température du circuit d'eau chaude est contrôlée. Une détection avec alarme se déclenche en cas de dépassement du seuil fixé par consigne.

L'exploitant assure par une maintenance préventive des équipements en contact avec l'HF, en particulier lorsque celui-ci est sous forme liquide et concentré à 70 %.

#### **Constats :**

##### Constats relevés lors de l'inspection du 10 juillet 2025 :

**Suite n°20250710-4 :** L'exploitant transmettra un plan (et/ou procédure) de maintenance exhaustif(ve) qui répertorie l'ensemble des équipements de l'installation ONYKA à contrôler avec leur fréquence de contrôle.

**Suite n°20250710-5 :** L'exploitant transmettra à l'Inspection les rapports d'intervention des maintenances préventives des 3 derniers mois (juin, juillet et août 2025).

##### Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :

L'exploitant indique que le fabricant des équipements de l'atelier Onyka intervient toujours pour la maintenance de ces derniers. L'exploitant indique que ce prestataire est présent tous les lundis pour des interventions curatives et préventives. Des statistiques sont en cours afin de définir la fréquence de contrôle des différents équipements et mettre en place un plan de maintenance interne.

→ La suite n°20250710-4 de l'inspection du 10 juillet 2025 est maintenue.

Par courrier électronique en date du 13/10/2025, l'exploitant a transmis les rapports d'intervention de juin, juillet et août 2025.

→ La suite n°20250710-5 de l'inspection du 10 juillet 2025 est levée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n°20250710-4 :** L'exploitant transmettra un plan (et/ou procédure) de maintenance exhaustif(ve) qui répertorie l'ensemble des équipements de l'installation ONYKA à contrôler avec leur fréquence de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 :** Dispositions spécifiques à l'activité de traitement de surface des feuilles de verre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/07/2024, Annexe I- Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES PROPRES AU LAVEUR ET A L'EXTRACTION D'AIR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/07/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La pompe d'arrosage du laveur fait l'objet d'inspections régulières et d'un entretien adapté. Une détection anormale du débit de la pompe du laveur permet le déclenchement d'une alarme.</p> <p>En cas de panne du ventilateur du dispositif d'extraction d'air, le process est arrêté automatiquement. Le ventilateur fait l'objet d'inspections régulières et d'un entretien adapté. Une alarme se déclenche en cas d'anomalie du ventilateur.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 10 juillet 2025 :</u></p> <p><b>Suite n°20250710-6 :</b> En complément des suites de la fiche de constat n°11 de l'inspection du 10/07/2025, il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'exhaustivité et de la traçabilité du suivi des contrôles et maintenances (préventives et correctives) des équipements de l'atelier ONYKA.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 29 janvier 2026 :</u></p> <p>Selon l'exploitant, le prestataire intervenant chaque semaine sur les équipements de l'atelier Onyka mentionne de manière hebdomadaire les actions à prévoir lors de la prochaine intervention. Celles-ci sont alors réalisées la semaine suivante par ce prestataire. Par sondage, l'inspection a consulté le rapport de maintenance du capteur HF fixe du 27/10/2025 sur lequel la cellule a été remplacée.</p> <p>→ La suite n°20250710-6 de l'inspection du 10 juillet 2025 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 14 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées sauf décision contraire du Préfet de Seine-et-Marne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que deux incidents ont eu lieu dans la nuit du 23 au 24 novembre 2025 et le 17 septembre 2025.  Durant la nuit du 23 au 24 novembre 2025, un départ de feu au niveau d'un poste électrique situé au sein de l'établissement Corning serait à l'origine d'une rupture d'alimentation électrique qui a duré de 22h à 4h le lendemain matin, sans conséquence sur les installations. Le POI a été déclenché.  Le 17 septembre 2025, un arrêt de l'extraction au niveau de l'atelier ONYKA a entraîné un risque de vapeur d'HF. L'exploitant indique que ce scénario n'était pas prévu dans le POI et y a été rajouté par la suite.  Pour les deux incidents, ni la DRIEAT, ni la Préfecture ni le SDIS n'ont été informés. Aucun rapport d'incident n'a par ailleurs été transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Suite n°20260129-8 :</u> L'exploitant transmettra un rapport pour chaque incident survenu respectivement dans la nuit du 23 au 24 novembre 2025 et le 17 septembre 2025. Il est attendu que ces rapports décrivent les incidents, contiennent une analyse des causes profondes tant techniques qu'organisationnelles ayant conduit à ces situations incidentelles et détaillent les mesures prises afin qu'elles ne se reproduisent pas à l'avenir.  <u>Suite n°20260129-9 :</u> L'exploitant mettra en œuvre les moyens adéquats afin d'alerter sans délai les services de l'État (préfecture, inspection des installations classée et SDIS) en cas de déclenchement de son POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

